

**« Oui, le Reichtag brûle ! L'acte individuel de Marinus Van der Lubbe » article extrait  
de la revue *Subversions* n° 3 » de décembre 2013 .**

# OUI, LE REICHSTAG BRULE !

## L'ACTE INDIVIDUEL

### DE MARINUS

### VAN DER LUBBE

On le sait, l'histoire n'est pas un recueil objectif de faits et de personnages, mais est presque toujours écrite dans l'intention délibérée de servir les intérêts du pouvoir. La nuit du 27 février 1933, l'incendie volontaire de la salle des séances du Reichstag réduisit en cendres le siège berlinois du Parlement allemand, dont sa célèbre coupole de verre et d'acier. Le 19 avril 1999, le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder inaugurait avec faste la rénovation d'un Reichstag redevenu siège du gouvernement et des députés. La coupole est bien sûr entièrement reconstruite – en prenant soin de modifier sa forme initiale en tronche de casque à pointe qui avait éclaté sous la chaleur de 1933 –, afin que sa transparence soit le symbole de « l'ouverture de la démocratie allemande » post-réunification. Tout en menant sa première offensive militaire directe à l'étranger depuis 1945 (au Kosovo), l'Etat investissait là deux milliards de francs dans un bâtiment à son image, tentant du même coup d'effacer le geste trop lucide accompli 65 ans plus tôt par un jeune révolutionnaire internationaliste. Disons-le sans suspens, ce n'est en effet ni « un simple d'esprit » (selon la version commune), ni un « agent des nazis » (selon la réécriture stalinienne qui est restée), mais c'est bien un acte individuel, celui du communiste de conseil hollandais Marinus van der Lubbe, qui a mis le feu au Palais de la démocratie de l'époque. Alors, pourquoi tant de mensonges à l'encontre de son auteur ? Peut-être parce *« qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre, et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes »*, comme le souligna alors un anarchiste solidaire.

Pénélope, juillet 2013

Revenons d'abord un peu sur le bref parcours de celui qui sera décapité à l'aube de ses 25 ans. Né en 1909 à Leyde (Pays-Bas), Marinus Van der Lubbe est apprenti maçon en 1923, dès 14 ans, tout en suivant des cours du soir. Il adhère alors à une organisation de jeunesse du parti communiste néerlandais, *De Zaaier* [Le Semeur]. L'année suivante, un reste de chaux vive l'atteint aux yeux sur un chantier, et ses problèmes de cécité commencent. En 1927, il subit un second accident du travail à l'œil droit, et touchera désormais une pension hebdomadaire d'invalidité de 7 florins et demi, tout en continuant à effectuer des petits boulots pour survivre (garçon de café, coursier, matelot, vendeur de pommes de terre, terrassier). Il est déjà fiché comme agitateur, suite à ses interventions lors de réunions publiques au nom de la Ligue de jeunesse communiste. En 1928, après un voyage à pied et en auto-stop à travers la Belgique, l'Allemagne et jusqu'en France, il loue un local à Leyde et l'aménage en salle de réunion : bulletins, tracts, interventions dans les grèves, discussions publiques et manifestations de chômeurs se succèdent. Peu à peu, il s'éloigne du parti communiste inféodé à Moscou et en démissionne à quatre reprises, tout en se rapprochant des idées conseillistes qui critiquent notamment le parlementarisme et les syndicats, au profit de l'action directe et autonome de classe (sous la forme de l'auto-organisation de l'époque : les conseils ouvriers, comme il s'en étaient notamment formés en Russie en 1905 puis 1917, en Allemagne en 1918-1919, en

Hongrie en 1919). En conflit avec le Parti parce qu'il édite lui-même des tracts et les signe de son nom, Marinus expose ainsi sa position en décembre 1929 dans un courrier à la Ligue de jeunesse : *« ce sont là choses qui prouvent que je ne suis pas un bon bolchévique. Je sens qu'à cette heure, je ne suis certainement pas cela (encore que radicalement opposé au capitalisme et à tout ce qui y est lié) et que peut-être je ne le serai jamais. Maintenant, je me sens parfois tout à fait étranger dans ce camp (j'entends par là le Parti) »*.

#### LE VAGABOND SANS-PATRIE

En avril 1931, Marinus projette de se rendre en URSS, qu'il souhaite juger de visu. Pour financer ce voyage, il auto-édite des cartes postales qu'il compte vendre en chemin, et où il pose avec un camarade, poing levé, sur une photo accompagnée d'une légende en esperanto, néerlandais, français et allemand : *« voyage ouvrier de sport et d'étude à travers l'Europe et la Russie soviétique »*. Le Parti refuse de soutenir ce projet, et son camarade se désiste sous la pression. C'est la goutte d'eau de trop, Marinus renvoie définitivement sa carte de membre. Nullement découragé, il part en solitaire jusqu'à Berlin, mais quand le consulat russe lui annonce le prix du visa, une somme qu'il n'aura jamais les moyens de payer, son rêve s'effrite un peu plus. Il avait tout simplement oublié que découvrir « la patrie des travailleurs » était un privilège de

bourgeois en mal d'affaires ou de bureaucrates obéissants, pas une histoire d'internationalisme. Au retour, il se fait arrêter à la frontière germano-hollandaise et passe dix jours en prison pour vente illégale et propagande communiste (les fameuses cartes postales !). Après un emploi de saisonnier, Marinus re-traverse l'Europe à pied et en stop jusqu'à Belgrade, toujours poussé par le plaisir de la découverte et de l'expérimentation. De retour à Leyde, sans travail, il sollicite une allocation du Bureau d'aide des chômeurs de la ville pour créer une bibliothèque pour ouvriers et chômeurs. Suite à un second refus du Bureau, en janvier 1932, il casse ses vitres et est condamné à trois mois de prison. En fuite, il re-traverse l'Europe jusqu'en Pologne, où il fait trois semaines de prison pour tentative de franchissement illégal de la frontière (avec l'URSS). Arrêté à son retour en Hollande, il purgera ses trois mois à la prison de La Haye. Sorti en octobre, il obtient enfin l'allocation pour son projet de bibliothèque, après une grève de la faim de onze jours : les activités reprennent, et il fonde avec ses amis le *Werkloozenkrant* [Journal des chômeurs].

Trois numéros sortiront, avec un contenu anti-autoritaire : «il a été créé parmi les chômeurs indemnisés une attitude résignée et hésitante. Il fallait en finir ! Bien qu'on puisse en avoir assez des mots d'ordre des manifestations et des meetings, cela ne signifie pas qu'on doive se croiser les bras. Mais maintenant : en avant, il faut agir par soi-même» (n°1, octobre 1932), «les chômeurs n'ont rien à attendre de quelque parti que ce soit, tant qu'ils ne se défendent pas eux mêmes» (n°2, 9 novembre 1932). Proche du groupe LAO (*Linksche arbeiders oppositie*, Opposition ouvrière de gauche) qui publie la revue *Spartacus* et est favorable à la violence minoritaire afin de «provoquer les conflits de classe», il se déplace beaucoup à des fins d'agitation et intervient notamment lors de la grève des chauffeurs de taxi à La Haye (décembre 1932), où il s'en prend dans les assemblées aux «tromperies» du parti communiste et des syndicats. Atteint de tuberculose aux yeux, Marinus se fait opérer en janvier 1933 et reste de longues semaines à l'hôpital. A 24 ans, il risque de devenir aveugle à court terme. Le 2 février, une semaine après sa sortie de l'hôpital, il part à pied pour l'Allemagne. Le 30 janvier, Hitler a été nommé chancelier du Reich. Le 2 février, Göring (ministre de l'intérieur de Prusse et président du Parlement) frappe de trois jours d'interdiction de parution le *Vorwärts* social-démocrate et près de 30 autres journaux, le 5 février les ordonnances «pour la protection du peuple allemand» restreignent les libertés de réunion et de manifestation, le 22 février Göring attribue des fonctions de police auxiliaire aux SA dans la lutte contre la subversion. Le 23 février, la police perquisitionne pour la troisième fois les

sièges désertés du KPD (parti communiste allemand) et du bureau européen pour le Komintern. Les locaux du journal du parti, la *Rote Fahne* [Drapeau rouge] sont mis sous scellés. Depuis longtemps, les nazis marchent vers le pouvoir sans que l'appareil du KPD ou les sociaux-démocrates ne s'y opposent, alors que la police tire par exemple sur un cortège anti-nazi à Dresde en janvier 1933, tuant neuf ouvriers.

Pour les communistes du KPD, il faut en effet, selon son secrétaire général Ernst Thälmann, «discuter avec les fascistes pour les ramener sur nos positions», «s'incliner devant le nouveau rapport de force et laisser le fascisme s'user au pouvoir. Tout acte de violence sera dénoncé par le Parti communiste comme une provocation et ses auteurs seront mis au ban du prolétariat comme agents du fascisme» (octobre 1932) <sup>1</sup>. Le mot d'ordre «frappez les fascistes partout où vous les rencontrez», élaboré par Heinz Neumann, théoricien du KPD et rédacteur-en-chef de la *Rote Fahne*, est abandonné en cet automne 1932. Et pour aller jusqu'au bout de sa volte-face, le Parti se met aussi à dénoncer comme acte de provocation toute résistance spontanée et déterminée : une résolution du Comité central affirme qu'il «n'a pas hésité à exclure de ses rangs des membres du parti qui ont violé les principes marxistes-léninistes et les résolutions du parti dans la question de la terreur individuelle», mais surtout que désormais il «se dressera sans merci contre ceux qui violeront les résolutions du parti et la discipline révolutionnaire, et contre tout manque de sang-froid à l'égard des tentatives de provocation de l'ennemi de classe.»<sup>2</sup>

Alors que les nazis avaient recueilli moins d'un million de voix (2,6 %) aux législatives de mai 1928, quatre ans plus tard Hitler a fait 13,4 millions de voix (37 %) à l'élection présidentielle d'avril 1932, puis encore 11,7 millions en novembre 1932 aux législatives (33 %). En cette mi-février 1933, Marinus van der Lubbe, lui, ne veut pas rester les bras croisés et attendre le résultat des énièmes législatives qui se préparent pour mars 1933 (et où les nazis obtiendront 17,3 millions de voix, soit 44 % et 288 députés, contre 120 au sociaux-démocrates, 92 à la droite et 81 aux communistes interdits).

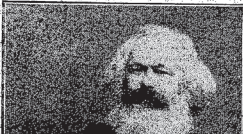
#### INCENDIES VOLONTAIRES

A pied ou à l'arrière d'un camion, après avoir traversé Clèves, Düsseldorf, Essen, Bochum, Dortmund, Braunschweig, Magdebourg et Potsdam sur près de 800 kilomètres, Marinus arrive à Berlin le 18 février 1933 pour évaluer la situation sur place. Il se promène, assiste à des meetings ouvriers interrompus par la police, lit les tracts des différents partis, va à une projection du *Rebelle* (film d'Adelqui Migliar de 1931), se rend

# C'EST UN POLICIER QUI A MIS LE FEU !

## La bannière du marxisme

Il est indispensable que les prolétaires français, comme ceux de la société capitaliste, en les résolvant tous les autres pays, prennent occasion du cinquantième de Marx, en cette année 1933, pour étudier sérieusement la science sociale et économique du marxisme. Marx a fourni la vérité, la seule méthode d'interprétation juste des grandes lois de l'histoire et de l'économie. Chaque jour apporte la preuve de la vérité et de la profondeur de sa découverte. Grâce à elle, les événements de la politique et de l'économie



## Van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag a agi sur l'ordre de Hitler

IL AVAIT ÉTÉ DÉMASQUÉ, VOICI DEUX ANS, COMME AGENT PROVOCATEUR PAR LE PARTI COMMUNISTE HOLLANDAIS

Les nazis veulent ainsi instaurer la terreur fasciste

### THÄLMANN ET CENT TRENTE MILITANTS SONT ARRÊTÉS

Hindenburg, l'élu de la social-démocratie, signe une ordonnance de meurtre

LES RÉSULTATS DE LA COLLABORATION SOCIALO-RADICALE

## Chambre et Sénat ont achevé cette nuit leurs maquignonnages contre les fonctionnaires

A minuit 30, par 61 voix contre 31, le groupe socialiste se ralliait au prélèvement à partir de 12.000 francs

MANIFESTEZ AUJOURD'HUI SUR LE LIEU DE TRAVAIL !

Fonctionnaires ! Cheminots ! Travailleurs de l'Etat et des Services Publics

N'ATTENDEZ PLUS POUR AGIR !

Signalez que vous considérez comme nulles et non avenues toutes décisions parlementaires, des pouvoirs publics, des compagnies touchant vos traitements ou indemnités. Prenez AUCUN POUVOIR même dans la lutte, l'engagement de souder toutes vos forces dans de puissantes comités d'unité d'action pour barrer la route à toutes diminutions de la paye, à toutes atteintes de vos avantages acquis, à toute aggravation de vos con-

1er mars 1933.

L'Humanité ouvre le bal deux jours après l'incendie, en traitant Marinus de flic. Forcément.

**A**u milieu de l'inconcevable passivité des partis de gauche, dans la déroute générale des organisations ouvrières, tandis que les ouvriers communistes terrorisés par les raids fascistes et par la psychose de la « provocation » se tenaient cois – retentit tout à coup la nouvelle : « Le Reichstag brûle ! » Et malgré toute l'éducation écrasante imprimée aux cerveaux prolétariens par l'État et la discipline de parti, bien des cœurs se mirent à battre plus vite. Enfin quelque chose ! Une riposte, un signe, un geste de défi !...

Peu après, toute l'Europe apprenait qu'un jeune homme sans veston et sans chemise avait été arrêté comme il s'échappait du Reichstag. Il était pourvu d'un passeport hollandais au nom de Marinus Van der Lubbe et d'une vieille carte du parti communiste de Hollande. Il déclarait avoir cessé tous rapports avec l'Internationale de Moscou depuis plusieurs années et rallié à cette époque un groupement d'études révolutionnaires, le Groupe des communistes internationaux. Mais il avait agi seul, « sans que personne n'ait inspiré ou connu son projet », et le mobile qui l'avait guidé était « la haine du capitalisme international ». Ces déclarations avaient été faites, ajoutèrent certaines feuilles, « avec un calme et une netteté d'autant plus impressionnants que l'arrêté avait été visiblement fort malmené lors de son arrestation et devait s'attendre à bien pire encore ».

Les commentaires de presse ajoutaient que l'incendie avait été provoqué par six ou sept foyers différents constitués de tampons d'étoffe arrachés par Lubbe à ses vêtements et imbibés de pétrole. La salle des séances avait été complètement détruite malgré les efforts des pompiers. Seuls subsistaient, épargnés par les flammes et se faisant vis-à-vis, une statue de l'empereur Guillaume et un drapeau républicain noir, rouge, or, divinités jumelles de ce sanctuaire désinfecté du parlementarisme allemand.

Ce que la presse ne disait pas, c'est la panique féroce des classes dirigeantes. Persuadées que ce geste n'était que le signal d'une série d'autres attentats, et finalement d'une révolte générale des masses, les maîtres fascistes du pays se jetèrent à corps perdu dans une répression sans mesure. Même leur ombre les inquiétait et ils ne parvenaient à se raisonner qu'en emprisonnant pêle-mêle catholiques, socialistes, communistes, intellectuels et ouvriers.

Le triomphe populaire dont devait s'entourer l'avènement de Hitler et son prochain plébiscite se démasquait d'avance comme une vulgaire parodie. Le parti du massacre se dévoilait dans toute sa repoussante nudité, et Hugenberg lui-même devait reconnaître : « Goering a complètement perdu la tête. »

Par malheur, le spectacle donné par les partis ouvriers, par les partis « marxistes » était à peine moins répugnant. Bien loin de nourrir la flamme de rébellion et de prendre appui sur la réprobation universelle dont s'entourait le *parti du massacre* pour jouer leur va-tout les armes à la main, les « marxistes » firent tout pour reporter cette même réprobation sur « l'acte de vandalisme » commis contre le Reichstag et pour jeter toute la responsabilité de la répression sur les épaules du « provocateur Van der Lubbe » !!! La psychose de la provocation, un instant rompue, reprenait ainsi son empire sur les masses. De résistance à main armée, il n'était plus question, le mot d'ordre général était : « Sauve qui peut ! » D'Allemagne, le refrain absurde était répété de proche en proche par toutes les feuilles de gauche : Van der Lubbe, « nazi camouflé », avait agi pour nuire « au succès électoral » des partis démocratiques le 6 mars et pour légitimer la répression contre le prolétariat allemand. Personne ne parut s'aviser de ceci : il n'y a qu'une chose qui puisse « légitimer » la réaction qui s'abat à l'heure actuelle sur l'Allemagne, et c'est justement la passivité et la veulerie avec laquelle les partis « marxistes » se sont inclinés depuis plus de dix ans sous tous les coups de botte de cette même réaction.

Il était fort heureux en vérité, que Van der Lubbe se trouvât là pour endosser tous les crimes de tous les partis allemands. Le « crime du Reichstag » est devenu ainsi le *crime des crimes*, le pêché auprès duquel chacun apparaît blanc comme neige. Le parti hitlérien présente Lubbe comme l'instigateur d'un plan de destruction par incendie, massacre et empoisonnement qui résume en soi tous les « complots bolcheviks » présents, passés et futurs. Le parti communiste charge Lubbe de la responsabilité de tous les crimes commis par la réaction sur les ouvriers et les militants « marxistes » puisque ces crimes ont été « provoqués par lui ». Dès lors, les nazis ne sont plus coupables qu'en fonction de leurs rapports supposés avec Van der Lubbe, ils sont les « complices de Van der Lubbe » et ne peuvent se défendre qu'en prétendant que « les vrais complices de Van der Lubbe sont les communistes et les marxistes ». Il existe donc, dans toute l'Allemagne, un seul homme qui a eu une conduite humaine, virile, indépendante, et tous les autres sont d'accord pour rejeter sur lui leurs infamies, leurs lâchetés, leurs atrocités, leurs souillures. Il existe un homme qui n'a pas de sang sur les mains, et qui n'a jamais plié : aux crapuleux assassinats nocturnes, aux tortures infligées, dans des caves, à des hommes désarmés, il a opposé une destruction purement matérielle, celle d'une Bastille de laideur et d'esclavage bâtie sur les cadavres de 1870-1871, alimentée des cadavres de tout un peuple que les parlementaires allemands ont envoyé à la tuerie, en 1914, à l'unanimité. À la lâcheté de ceux qui pleurnichent, supplient ou crient à la provocation lorsqu'on leur tend une arme pour se défendre, il a répondu par l'emblème du courage, de la vie, de la liberté : la flamme, le feu de joie, le flambeau, le phare ! Voilà pourquoi cet homme est en prison, au secret, dans les griffes d'un ennemi acharné à lui arracher des aveux du « complot », des listes de « complices ». Voilà pourquoi il s'acharne à répéter : « J'ai agi seul : je ne connais pas Torgler, ni Thaelmann, ni personne : personne ne m'a aidé, personne n'est avec moi, je n'ai qu'un seul chef, et qu'un seul parti : moi-même. Je n'ai qu'un seul ennemi : le capitalisme international. » Et pourtant, chacune de ses paroles est trahie, truquée, salie par la presse « ouvrière » internationale, qui essaye en dépit de toute bonne foi et de toute logique de la présenter comme un « aveu » que « le provocateur Lubbe » a été contraint de faire. *Contraint par quoi ?* je le demande, alors que toutes les forces de la persuasion, de la corruption, de la menace, de la torture sont employées vainement pour arracher à Lubbe le nom d'un seul « complice ».

André Prudhommeaux  
Le Libertaire n°392, 31 mars-7 avril 1933

[La rédaction du *Libertaire* se dissocia de cet article dans le même numéro, et Prudhommeaux cessa toute collaboration avec cette publication]



27 février 1933, Berlin.  
L'incendie du Reichstag, vue extérieure

dans les bureaux d'aide aux chômeurs de Lichtenberg, Wedding et Neukölln pour entamer des discussions. Devant ce dernier bureau, il propose aux chômeurs d'organiser une manifestation, «*mais on m'a expliqué qu'il fallait d'abord s'adresser à l'organisation, le KPD, qui examinerait la question de savoir si oui ou non il faut manifester*». Constatant que travailleurs et chômeurs n'étaient pas disposés à agir par eux-mêmes, et que les partis se résignaient face au fascisme, Marinus se décide à contre-attaquer en toute autonomie.

Le 25 février, il achète quatre paquets d'allume-charbon, composés de naphthalène et de petits copeaux de bois, qu'on utilise pour allumer les poêles, puis effectue un premier repérage au centre-ville. Le soir même, sa détermination et sa créativité se mettent en branle. Vers 18h30, il retourne d'abord à Neukölln pour frapper le Bureau des chômeurs devant lequel il avait discuté : «*j'ai escaladé une clôture et j'ai fait le tour par derrière jusqu'à ce que j'aperçoive une fenêtre à hauteur d'homme et là, j'ai allumé un paquet d'allume-feu et je l'ai lancé à l'intérieur*». Pendant qu'il s'éloigne en métro, le premier foyer d'incendie contre cette baraque en bois sans étage avec des grilles aux fenêtres est maîtrisé. Des passants alertés par la fumée sont aidés par un flic accouru sur les lieux.

Le second objectif de Marinus est la mairie de Berlin. Vers 19h15, après avoir longé le bâtiment, «*j'ai vu un soupirail ouvert ; j'ai allumé un nouveau paquet d'allume-feu que j'ai lancé par le soupirail. Il faisait déjà nuit et personne ne m'a vu*» précisera-t-il plus tard. Cette fois-ci, il s'éloigne à pied, tandis qu'un porte-manteau mural, une plinthe et un morceau de plancher commencent à être entamés par les flammes dans la cave de l'Hôtel-de-ville. Le feu est lent et dégage une forte odeur de brûlé. L'alerte des habitants du coin permettra d'éteindre l'incendie avant qu'il ne fasse plus de dégâts.

Arrivé sur une place centrale après avoir pris le pont qui traverse la Spree, Marinus continue sa balade nocturne. Face à lui se dresse l'ancien château impérial, le *Stadtschloss*. Palais de la dynastie des Hohenzollern de Prusse depuis 1701, et résidence de l'empereur d'Allemagne Guillaume II jusqu'à sa chute en

1918, ce lieu historique du pouvoir était encore utilisé sous la République de Weimar pour des réceptions prestigieuses. En outre, comme le déclarera Marinus non sans ironie, cet endroit en plein centre-ville et visible de loin était idéalement situé pour être incendié ! Toujours agile, il observe la partie en travaux sous échafaudage, et décide d'attaquer son nouvel objectif par le haut : «*j'ai escaladé à gauche du portail, jusqu'au toit. Là-haut, j'ai longé la façade et j'ai marché sur le toit jusqu'à l'autre côté, vers la Spree. A la moitié du toit, j'ai allumé mes deux derniers paquets d'allume-feu. Ensuite, je suis redescendu par le même chemin. J'ai lancé les deux allume-feu enflammés par un vasistas*». Il est un peu plus de 20h ce samedi soir, et Marinus s'en va en direction de la pension où il était descendu. Cette fois encore, le feu a pris. Le lattis et la lucarne d'un bureau commencent à s'embraser, mais ils seront éteints. La presse du lendemain évoquera que cette dernière tentative d'incendie contre l'auguste bâtiment.

Dimanche 26 février, Marinus se lève vers 9h du matin. Il n'a presque plus un sou en poche, les attaques tentées à Berlin ont échoué, la résignation et la passivité de ceux qu'il a rencontrés l'ont déçu. Le soir, il est à Spandau et pointe à l'asile de police de cette lointaine banlieue, comme le veut la loi sur les étrangers. Lundi 27 février vers 8h, il est mis dehors afin de continuer sa longue route pour rentrer aux Pays-Bas, mais ce n'est pas ce qui va se passer. Seul et plein de rage, il ne peut rester sur un échec. Il reparcourt donc à pied les trente kilomètres qui le séparent du centre de Berlin, droit vers le Parlement allemand. Arrivé vers 17h, il prend tout son temps pour observer l'immense bâtisse et y trouver une faille. Il marche encore quelques heures et rachète quatre paquets d'allume-feu avec le dernier mark qu'il lui reste. Vers 21 heures, il pénètre dans le *Reichstag* par les salles désertes du restaurant attendant, après avoir escaladé une corniche, longé un mur jusqu'à un balcon, puis enfoncé une porte-fenêtre à coups de pied. Ne connaissant pas les lieux, il allume plusieurs foyers à l'aide des allume-charbon, de ses propres vêtements et de linges trouvés sur place, tantôt pour s'éclairer et progresser dans le bâ-

timent, tantôt pour enflammer du mobilier. L'incendie finira enfin par se propager, embrasant l'immense salle des séances du Parlement, où les vieilles boiseries de chêne sec et les rideaux de soie situés derrière le siège du président font merveille. La coupole de verre et d'acier située soixante-quinze mètres au-dessus finit même par éclater, provoquant un très fort effet de cheminée, après que la verrière qui la séparait de la salle ait explosé sous la chaleur. L'incendie durera jusqu'à 23h, l'endroit où siègent les crapules qui votent les lois est dévasté, mais le reste de l'édifice est intact. Arrêté en flagrant délit après une course fiévreuse de quinze à vingt minutes, Marinus n'a aucun problème pour revendiquer un acte dont il est même plutôt fier. Ses déclarations sont précises. «*Les jours suivants, après avoir expliqué en détail son parcours incendiaire dans le Reichstag, il referra plusieurs fois, en un temps record consigné par divers experts juridiques, ce trajet qu'il a accompli le soir du 27 février en propageant partout l'incendie*»<sup>3</sup>.

Malgré la torture et les conditions d'incarcération, Marinus van der Lubbe défendra sa version jusqu'au bout (dans chaque interrogatoire, dans ses lettres de prison et pendant le procès) : il a agi seul et en cohérence avec ses idées. En grève de la faim dès le 16 mars 1933 à la prison de Alt-Moabit, il est alimenté de force. A partir d'avril, il reste enchaîné pieds et mains, menotté jour et nuit, avec la lumière allumée dans la cellule 24h/24 et sous observation permanente. Entre juin et octobre, il perdra 13 kilos, tout en restant confiant sur l'interprétation de son geste de révolte. Dans une lettre du 18 mai, il écrit ainsi à Hartevelt : «*du reste, camarade, pour la question "provocateur" ou pareille chose, pas trop d'inquiétude. Tout est clair comme du cristal*», et dans celle du 8 juin «*ne t'en inquiète pas trop, car toute l'affaire est parfaitement claire et peut être difficilement prise pour de la besogne de provocateur.*» Il refuse tout avocat, y compris ceux proposés par sa famille et ses amis de Leyde, et aura donc un commis d'office avec lequel il sera peu disert. Le procès s'ouvre enfin le 21 septembre 1933 devant la Cour Suprême de Leipzig, en présence de la presse internationale. Le 23 décembre, Van der Lubbe est condamné à mort pour attentat «*en vue de changer la Constitution*». Ses coaccusés, Torgler, l'ex-chef du groupe communiste au Reichstag, et trois bulgares (dont Georgi Dimitrov, chef du bureau européen du Komintern) sont acquittés «*faute de preuves*». Marinus est exécuté, seul, le 10 janvier 1934 dans la cour de la prison de Leipzig.

Voilà pour le parcours d'un individu qui a agi selon une liberté qui l'animait depuis longtemps, finalement insoumis aux partis et aux syndicats, et fort de son autonomie. Quant à la version officielle devenue commune, elle nous parle malheureusement aussi, tant elle couvrira de boue Marinus et nous renseigne si bien sur sa fonction intrinsèque : défendre l'ordre dominant, qui ne voit que jeux de partis, personnages manipulés (Lubbe au service des nazis) et actes de provocation qui alimentent la répression (l'incendie serait «*l'acte de naissance du régime nazi*» selon l'historien Gilbert Badia !).

#### «UNE ÉPAVE REBELLE DE LA SOCIÉTÉ»

*«A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas déterminés à lutter eux-mêmes contre le système qui donne aux uns la liberté et aux autres l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs, décidément, ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. J'ai pensé que provoquer un incendie quelque part était un moyen valable. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics étaient donc tout désignés, comme par exemple le*

*Bureau d'aide des chômeurs, parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'Hôtel de ville, parce que c'est un élément du système, et puis le Palais impérial. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et que s'il avait brûlé, ça aurait donné de grandes flammes visibles de loin. Comme ces trois incendies n'ont pas pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, parce que c'est un point central du système.»*

Procès-verbal de l'interrogatoire de police,  
2 mars 1933

Comment les nazis ou les stalinien, experts en domestication, auraient-ils pu comprendre cette tension vers la liberté, ce mélange d'idées subversives et d'action individuelle ? Comment ces pieuvres qui tiennent avant tout à prendre ou à garder le contrôle sur les masses, auraient-elles pu comprendre cette tentative spontanée de lancer un soulèvement populaire ? Face aux nazis qui craignent une tentative d'insurrection communiste que pourtant le KPD refusera et voient partout des complots utiles pour réprimer ce parti, les stalinien allemands en exil organisent la riposte sous la houlette de Willi Münzenberg, en publiant en août 1933 un «*Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*» financé par un «Comité international d'aide pour les victimes du fascisme hitlérien», fondé à Paris en mars et parrainé par Einstein, Aragon, Gide, Malraux,... Il sera traduit en quinze langues et diffusé à des millions d'exemplaires : la thèse est que des SA ont secondé Marinus dans son œuvre en empruntant un passage souterrain, et que ce dernier n'était pas un prolétaire communiste selon les canons léninistes, mais un « *fils de petit-bourgeois*», un «*jeune pédéraste à moitié aveugle*» manipulé par les nazis<sup>4</sup>. Rien que ça ! La grande machine à calomnier est lancée et ne fera plus marche-arrière. Du 14 au 18 septembre, le «Comité» organise un contre-procès à Londres et ses conclusions qui sont rendues publiques le 20 septembre, veille de l'ouverture du procès officiel à Leipzig, reprennent à la lettre les mensonges du *Livre brun*.

Pendant le procès, Dimitrov, haut responsable du Komintern et co-accusé de Marinus, n'hésitera pas non plus à traiter ce dernier de «*débile*», lui qui se faisait photographe en prison tantôt avec un gros cigare tantôt en train de lire la *Pravda* de Moscou, pendant que les tortures transformaient petit à petit Van der Lubbe en cet être désormais prostré et atone que l'on verra comparaître devant le tribunal. Dans son discours final devant les juges en décembre 1933, Dimitrov se fera même procureur-adjoint pour laver l'honneur du Parti communiste : « *Qui est Van der Lübbe ? Un communiste ? Pas du tout ! Un anarchiste ? Non. C'est un ouvrier déclassé, c'est une épave rebelle de la société, une créature dont on a abusé, qu'on a utilisée contre la classe ouvrière*», avant de réclamer que «*Van der Lübbe soit condamné comme ayant travaillé contre le prolétariat et que des dommages et intérêts nous soient accordés pour le temps que nous avons perdu ici* ». Il sera acquitté par les juges pour continuer sa brillante carrière de bourreau stalinien<sup>5</sup>, tandis que la tête de Marinus sera tranchée par la guillotine puis exposée au Musée de la police de Berlin.

En 1941, Brecht, réfugié en Finlande, publiera *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, sur la prise de pouvoir d'Hitler, reprenant à son tour la thèse révisionniste du Komintern en incarnant Marinus dans la figure de Fisch, incendiaire du Reichstag qui ne prononce qu'une seule parole, «*areu, areu*». Du côté de la gôche, la version stalinienne est devenue vérité institutionnelle : la répression contre le KPD ayant suivi l'incendie (des milliers d'élus et de permanents communistes arrêtés dès le 28 février, instauration de l'état d'urgence, interdiction du parti communiste)<sup>6</sup>, la caution des intellectuels et surtout l'im-



27 février 1933, Berlin.  
L'incendie du Reichstag, vue intérieure

possibilité de penser de tels actes par tous ceux qui ne croient qu'aux organisations, aux hiérarchies, aux mots d'ordres et à la prise de l'Etat faisant le reste.

Du côté de la légalité bourgeoise et républicaine rétablie après 1945, il n'en ira pas non plus autrement, puisque Van der Lubbe sera même condamné post-mortem à huit ans de prison le 21 avril 1967, pour "tentative d'incendie avec effraction" (tribunal de grande instance de Berlin, cassant le jugement nazi de Leipzig). Un second jugement l'acquittera le 15 décembre 1980, mais sera cassé en 1983 par la Cour d'appel de Karlsruhe, confirmant alors la sentence de 1967. Finalement, et de façon symbolique, la condamnation à mort finira par être déclarée illégale le 10 janvier 2008 par les services du procureur fédéral allemand !

Mais si l'attaque réussie contre un des mécanismes qui portait démocratiquement le nazisme aux commandes continue de hanter l'Etat jusqu'à nos jours, il est plus intéressant encore d'aller faire un tour du côté des débats qui ont agité les milieux anti-autoritaires de l'époque, tant ils restent d'une brûlante actualité pour ceux que la destruction de toutes les dominations intéresse (indépendamment de la couleur de ses chemises).

\* \* \*

- Pourquoi avez-vous fait cela ?
  - Le monde nouveau arrive, mais pas assez vite. Le monde ancien s'en va, il faut pousser ce qui s'en va.
  - Vous vouliez agir par votre exemple ?
- Van der Lubbe fait signe de la tête.

*La Tribune de Genève*, 14 avril 1933

Les multiples attaques de Van der Lubbe, contre des Bureaux d'aide des chômeurs de Leyde et Berlin, jusqu'au fameux incendie victorieux du Reichstag le 27 février 1933, n'ont pas manqué de faire débat dans les milieux communistes anti-autoritaires dont il était proche.

Face aux calomnies du Parti communiste des Pays-Bas (CPN) qui propageait comme les autres les mensonges du *Livre brun*, l'organe de la LAO (Opposition ouvrière de gauche), *Spartacus*, défendit dès le 9 mars dans son numéro 19 que « le geste de Van der Lubbe aurait pu être le signal de la résistance ouvrière généralisée par-dessus la tête des bonzes des partis socialiste et communiste ». De son côté, le groupement *Radencommunist* s'en sortit, lui, par une pirouette pour appuyer l'incendiaire sans toucher au rapport entre l'individu (qui n'est rien) et la masse (qui est tout) : « cet acte ne doit pas être considéré comme un acte individuel, mais plutôt comme l'étincelle qui, dans la situation violemment tendue, a pu causer l'explosion ». Si on peut sourire en se demandant si cette étincelle est le seul produit mystérieux de la main invisible de l'antagonisme de classe ou est aussi le fruit de volontés bien précises et singulières, on remarquera tout de même que cette position s'inscrit également au sein du débat révolutionnaire avec les idées anarchistes. Sans même revenir aux plus iconoclastes d'entre elles, n'est-ce pas par exemple ce que même un communiste libertaire comme Kropotkine développait déjà à ses débuts quelques décennies plus tôt ? Agir en dehors des partis et refuser de choisir ses maîtres n'était alors pas forcément synonyme de passivité, mais plutôt d'agitation sociale pour détruire tout pouvoir sans attendre : « pour nous, l'abstention de la politique n'est pas l'abstention de la révolution : notre refus de participer à toute action parlementaire, légale et réactionnaire – c'est le dévouement à la révolution violente et anarchiste, à la vraie révolution de la canaille et des va-nus-pieds. »<sup>7</sup>

## Il fallait se décider à lutter contre le système

D'avance, je déclare que mes actes se fondent sur des motivations politiques. J'ai lu aux Pays-Bas que les national-socialistes [les nazis] sont maintenant au gouvernement en Allemagne. J'ai toujours suivi la politique allemande avec beaucoup d'intérêt et j'ai lu ce que les journaux écrivaient sur Brüning, Papen et Schleicher. Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, j'ai pensé qu'il y aurait un grand élan en sa faveur mais aussi de grandes tensions. J'ai acheté tous les journaux qui publiaient des articles sur le sujet et j'ai aussi beaucoup discuté avec des camarades qui pensaient comme moi. Je suis moi-même de gauche et j'ai été membre du Parti communiste des Pays-Bas jusqu'en 1929. Mais je n'acceptais pas que ce parti joue un rôle dominant parmi les travailleurs et qu'il ne les laisse pas prendre eux-mêmes les décisions. Je suis solidaire du prolétariat qui pratique la lutte de classes. Ses dirigeants doivent être en première ligne. Les masses doivent décider elles-mêmes ce qu'elles doivent faire ou ne pas faire.

Il existe aujourd'hui en Allemagne un gouvernement de coalition nationale<sup>1</sup> qui selon moi est gros de deux dangers : 1) les travailleurs subiront la répression et 2) cette coalition nationale n'acceptera jamais de céder aux pressions des autres pays, de sorte que la guerre éclatera tôt ou tard.

J'ai attendu quelques jours de voir comment les choses évoluaient et j'ai décidé de venir en Allemagne pour me rendre compte sur place. J'ai pris cette décision absolument seul et je suis arrivé seul en Allemagne. Je voulais voir quelles étaient les conséquences de l'arrivée de la coalition nationale sur les travailleurs et comment les travailleurs réagissaient; A Düsseldorf, j'ai eu un premier aperçu de la situation et j'ai parlé avec des ouvriers dans la rue. J'ai fait pareil dans d'autres villes. A Berlin, j'ai lu les tracts des différents partis et je me suis rendu dans différents bureaux d'aide aux chômeurs : à Lichtenberg, Wedding et Neuköln. Je suis aussi allé dans les bureaux de pointage, mais il n'y avait pas de pointage avant les élections.

J'ai constaté que les partisans de la coalition nationale en Allemagne pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient, mais pas les ouvriers. De plus, les organisations de travailleurs ne luttent pas comme il faudrait pour inciter les travailleurs à combattre pour la liberté. J'ai parlé de cela avec les travailleurs, des moyens et de la voie à suivre pour lutter efficacement. Les ouvriers devraient avoir les mêmes droits que les national-socialistes actuellement. J'ai par exemple proposé d'organiser une manifestation. On m'a expliqué qu'il fallait d'abord s'adresser à l'organisation, le KPD [Parti communiste allemand], qui examine la question de savoir si oui ou non il faut manifester. J'ai appris qu'une manifestation du KPD avait été dissoute par les dirigeants du KPD eux-mêmes à l'arrivée de la police, et que les manifestants ont obéi à leurs dirigeants au lieu de continuer à manifester comme prévu. Je me suis rendu compte que les ouvriers ne décidaient rien d'eux-mêmes.

A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas déterminés à lutter eux-mêmes contre le système qui donne aux uns la liberté et aux autres l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs, décidément, ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. J'ai pensé que provoquer un incendie quelque part était un moyen valable. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics étaient donc tout désignés, comme par exemple le Bureau d'aide des chômeurs, parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'hôtel de ville, parce que c'est un élément du système, et puis le palais impérial. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et que s'il avait brûlé, ç'aurait donné de grandes flammes visibles de loin. Comme ces trois incendies n'ont pas pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, parce que c'est un point central du système.

A la question de savoir si j'ai agi seul, je déclare que c'est bien le cas. Personne ne m'a aidé dans mon action et je n'ai non plus rencontré personne dans le bâtiment du Reichstag.

\*\*\*

Mon casier judiciaire :

- 1°) à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour avoir causé un attroupement, 1928
  - 2°) à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour coups échangés avec un agent de police, 1930
  - 3°) à Leyde, trois mois de prison pour avoir cassé les vitres du Bureau d'aide des chômeurs, janvier 1932
  - 4°) à Leyde, trois et cinq jours de prison pour avoir colporté et vendu des journaux communistes. En Hollande, le colportage est interdit.
- Il me vient à l'esprit que je n'ai pas quitté le Parti communiste en 1929 mais en mars 1931. Une des raisons étant que le Parti refusait que je me rende en Russie. Ainsi, je n'ai pas reçu de visa au consulat de Berlin.
- 5°) à Gronau (Allemagne, frontière hollandaise), trois semaines de prison pour avoir vendu des cartes avec l'étoile soviétique pour mon voyage vers la Russie. Je n'avais pas d'autorisation pour la vente, 1931.
  - 6°) à Reichenhall (Bavière), trois jours de prison pour avoir mendié de la nourriture, 1932 [ou 1931]
  - 7°) en France, une courte incarcération en 1931 pour escroquerie, mais j'ai été acquitté.
  - 8°) en Hongrie en 1932, pour défaut de papiers.

Marinus van der Lubbe, 2 mars 1933  
[déclarations lors de l'interrogatoire]

1. Le gouvernement de coalition droite/extrême-droite Hitler-Papen-Hugenberg



Par contre, deux autres groupes néerlandais seront plus embarrassés par l'action de Marinus. Le groupe qui publie *Arbeidersraad*, issu en 1933 de la majorité du KAPN (scission conseilliste du Parti communiste datant de 1921), est directement sur le grill, puisqu'il est affirmé par les enquêteurs au procès de Leipzig que Van der Lubbe avait été jusque récemment encarté chez eux. Non content de condamner «*le terrorisme individuel*» pour rappeler la position déterministe du mouvement marxiste, à savoir que «*la force motrice de la révolution ouvrière*» était «*la situation de crise du capitalisme lui-même*», et certainement pas l'auto-organisation et la lutte de ces ouvriers eux-mêmes, ce groupe insista en plus lourdement sur le fait que personne «*n'avait entendu parler de Van der Lubbe*», et que d'ailleurs son action pouvait avoir un effet «*contre-révolutionnaire*»<sup>8</sup>. Fermez le ban, aucune solidarité, même critique, ne sera proposée par les continuateurs du conseillisme historique –et désormais moribond– des Pays-Bas. Quant au second groupe directement concerné, puisque également fondé par trois ex-membres du KAPN en 1927, le GIC (Groupe des communistes internationaux), il exprimera une solidarité élémentaire avec Van der Lubbe, tout en ne se privant pas de démontrer à quel point son geste avait été «*négatif*» et «*sans valeur*». Après sa rupture avec le communisme autoritaire du Parti en avril 1931, c'est vers le GIC, principal groupe conseilliste néerlandais, partisan de la diffusion d'une conscience accompagnant la croissance de masse du mouvement révolutionnaire en dehors des partis et des syndicats, que Marinus s'était brièvement tourné. Mais dès la création de la LAO à Leyden et à Rotterdam en juillet 1932, c'est cette dernière qui avait séduit le révolté, parce que ce groupe se différenciait fortement du GIC sur un point crucial : cette croissance ne pouvait venir du seul travail théorique et de propagande, mais devait surtout être provoquée par l'intervention active dans les conflits de classe, c'est-à-dire à travers l'action minoritaire à laquelle aspirait Marinus et qu'il n'avait jamais cessé de mener.

Après l'incendie du Reichstag, Anton Pannekoek, le théoricien le plus fameux des GIC à qui on devra le livre de référence *Les conseils ouvriers* (1947), se mettra donc immédiatement au travail pour tenter d'allumer des contre-feux. Il fallait éviter à tout prix que ce mauvais exemple ne se diffuse chez les communistes anti-autoritaires, comme le sous-entendaient de petites publications conseillistes (*Spartacus*, *De Radencommunist*) qui y avaient vu un acte révolutionnaire, parce qu'«*approuver et applaudir un tel acte signifie conseiller sa répétition*». Dans l'organe théorique du GIC sorti en mars 1933, il écrira donc anonymement deux articles sur la question, l'un sur *La destruction comme moyen de lutte*, et l'autre sur *L'acte personnel*<sup>9</sup>. Sur le premier point, l'astronome de l'université d'Amsterdam s'élèvera contre cette fâcheuse tendance qu'ont certains exploités à libérer leurs mauvaises passions. Si personne ne pouvait certes pleurer la disparition «*d'un des bâtiments les plus vilains de l'Allemagne moderne*», son problème de l'heure est qu'«*il y a d'autres bâtiments, plus beaux, et des musées avec des trésors artistiques*» qu'il faut par contre préserver de la vengeance du premier «*prolétaire désespéré*» venu. Qu'on ne s'y trompe pourtant pas : ici, Pannekoek ne s'oppose pas à tout individu qui s'en prendrait à un des palais du pouvoir dans un moment de fièvre, parce qu'il souhaiterait réserver l'exclusivité de la destruction à des conseils ouvriers qui, seuls, décideraient à leur niveau de ce qui serait «*précieux*» et ce qui mériterait d'être livré aux flammes. Non, c'est la destruction en soi qui pose problème au théoricien. Pour lui, s'il est bien clair qu'au présent la tâche de son groupe ne sera pas «*de mettre les masses en mouvement*», mais «*seulement d'aider la masse en mouvement à trouver le bon chemin*» (tract du GIC, mars

1933), le futur auquel il aspire est la réappropriation par le prolétariat d'une bonne partie de l'existant, et il n'est à ce titre pas question d'y porter atteinte outre mesure. Au-delà même du seul appareil de production et de quelques services (santé, éducation) qui changeront un jour de main, Pannekoek n'hésite pas à étendre le problème à l'ensemble des possessions de l'Etat et de la bourgeoisie : «*à qui enlève-t-on quelque chose par la destruction ? Aux prolétaires victorieux qui seront un jour les maîtres de tout cela*»...

A l'inverse de ses camarades de la LAO, le GIC avait bien compris que pour ne pas risquer d'encourager d'autres Van der Lubbe, mieux valait prêcher la modération plutôt que la vengeance et la solidarité en acte, mieux valait espérer une progression quantitative graduelle vers la révolution plutôt que des actions minoritaires intempestives. Qu'arriverait-il en effet si l'attaque du jeune révolté faisait tâche d'huile, si d'autres répondaient à son «*signal*» ou que cette «*étincelle*» ne fasse exploser toute la violence des rapports sociaux écrasés entre l'enclume social-démocrate et le marteau stalinien, pendant que le forgeron empruntait de plus en plus la sale gueule du fascisme ? Que se passerait-il si la question sociale prenait dès maintenant le chemin inattendu de l'insurrection, comme l'emprunteront par exemple l'année suivante les chômeurs du quartier Jordaan d'Amsterdam (juillet 1934)<sup>10</sup> ? Non, décidément, mieux valait généralement éviter de détruire «*les monuments et les souvenirs des générations passées qui ne peuvent pas être reconstruits*».

En réalité, un tel raisonnement est certainement valable si on pense en terme de masses et de gestion, d'une façon à la fois progressiste et conservatrice («*c'est la propriété de la collectivité que nous tâcherons de transmettre aussi intacte que possible aux générations futures*»). Par contre, si on se bat pour que les individus prennent conscience d'eux-même en se libérant de siècles d'oppression pour s'auto-organiser librement, quelque chose change. Car dans ce cas, il ne s'agit plus d'une transformation de la société à travers la substitution d'une classe par une autre, mais bien d'un bouleversement complet des rapports sociaux (qui ne se réduisent pas aux classes), où la révolution devient alors un processus dans lequel la passion de la destruction est en même temps une passion créatrice vers quelque chose de complètement différent. Et certes, comme nous le suggérait déjà un vieux russe, «*cette passion négative de la destruction est loin d'être suffisante pour porter la cause révolutionnaire au niveau voulu ; mais sans elle cette cause est inconcevable, voire impossible, car il n'y a pas de révolution sans destruction profonde et passionnée, destruction salvatrice et féconde parce que précisément d'elle, et seulement par elle, se créent et s'enfantent les mondes nouveaux*»<sup>11</sup>.

En écrivant à chaud sur l'incendie du Reichstag pour prodiguer ses conseils aux prolétaires en matière de beaux-arts, Pannekoek n'avait d'ailleurs peut-être pas tant ses amis conseillistes en tête, que nombre de fantômes anarchistes et rebelles. Des insurgés ne s'étaient-ils pas déchaînés en 1909 en Espagne contre l'oppression religieuse séculaire, au prix de disparitions irréversibles qui allaient bien au-delà de questions techniques comme celle des «*points d'appui de l'ennemi*». En mai 1931, deux mois après la chute de la monarchie, les incendies, saccages et pillages de centaines d'églises, et de centres d'enseignement tenus par des religieux s'étaient reproduits dans ce même pays. Et au cours de l'insurrection des Asturies en octobre 1934, c'est la grande bibliothèque de l'université d'Oviedo qui sera incendiée, et de nombreux monuments historiques des plus prestigieux de l'art roman qui seront dynamités. Mais si cette question, finalement plus sociale qu'architecturale, tracasse autant, c'est certainement parce que Marinus n'a fait que ranimer à l'esprit des partisans de la future «*propriété collec-*

tive » un souvenir autrement plus douloureux. En mai 1871, à grand renfort de chariots de poudre, de goudron liquide, d'essence de térébenthine et de pétrole, une partie des communaux parisiens fit en effet flamber le palais des Tuileries, lieu du pouvoir royal et impérial, le palais de Justice, le palais de la Légion d'honneur, le palais d'Orsay où siégeait la cour des comptes, l'aile centrale du Palais-Royal où siégeait le conseil d'Etat, l'Hôtel de ville, la galerie de tapisseries de la Manufacture des Gobelins, le ministère des Finances, les Magasins généraux, la gare de Lyon et la Bibliothèque impériale du Louvre. Outre l'avancée de l'armée versaillaise et la volonté de détruire irrémédiablement ce qui ne sera jamais nôtre, ils savaient aussi ce qu'ils ne voulaient transmettre à *personne* : la totalité des archives de Paris furent anéanties au cours de ces incendies, ainsi que l'ensemble de l'état civil (un exemplaire existait au palais de Justice, l'autre à l'Hôtel de ville, et furent tous deux la proie des flammes), et la plus grande partie des archives de la police. Quant aux fameux «*trésors artistiques*» qu'évoque le savant hollandais au début de son article, le Louvre et ses collections n'échappèrent à la destruction le 24 mai 1871 que par l'intervention *in extremis* de soldats versaillais, qui ont empêché le feu de passer du Palais des Tuileries au musée...

\* \* \*

« Pour avoir eu peur de l'incendie d'une baraque de saltimbanques où s'achevait en piteuses grimaces, sous le talon de fer du fascisme, la pitoyable comédie parlementaire allemande, les ouvriers allemands et européens ont subi le martyre et la mort au milieu de l'embrasement de villes entières :



Coventry, Rotterdam, Varsovie, Hambourg, Berlin même ont payé de leur anéantissement le pédantisme paniquard de quelques bonzes. Le seul qui soit sorti honorablement de l'épreuve, c'est Van der Lubbe lui-même, calomnié, torturé, drogué, exécuté sans s'être démenti un instant ni avoir laissé condamner un seul « complice » : il n'a pu, il est vrai, rallier par son sacrifice les masses ouvrières pour la victoire. Ce qui se serait produit sans lui est arrivé, malgré lui. Mais il a du moins combattu, là où [beaucoup d'] autres victimes de l'hitlérisme se sont contentées de subir».

A. Prudhommeaux  
Le Réveil anarchiste, février 1946

Soumis à de nombreux interrogatoires, torturé, expertisé, son courrier limité et sous stricte censure, et peut-être même sous le coup d'injections de médicaments qui le laisseront prostré pendant tout le procès, Marinus Van der Lubbe ne sera plus à même de s'opposer à la redoutable machine de propagande stalinienne qui le salira à travers le monde, en le présentant comme un agent provocateur au service des nazis. Pour tenter de faire contre-poids aux calomnies qui déboucheront sur la parution du *Livre brun* en août 1933, ses amis conseillistes d'Amsterdam se réunissent dès le printemps et lancent un appel national qui débouche sur une assemblée de 35 personnes en juin. Dès l'été sortira en néerlandais la brochure *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, puis en septembre, pour l'ouverture du procès, le *Livre rouge sur Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, recueillant le carnet de voyage et des lettres de Marinus, mais aussi des contre-témoignages signés d'individus qui l'ont connu, et qui réfutent les saloperies du *Livre brun*. A l'accusation lancée par l'organe du parti communiste hollandais, *De Tribune*, disant que Marinus aurait tenu des propos fascistes à



partir de 1931, l'un d'eux répond ainsi : « dans la discussion que j'ai eue avec lui [pendant la grève des chauffeurs de taxis de décembre 1932], il a montré qu'il y a plus d'énergie révolutionnaire dans son petit doigt que dans tout Amstel 85 [siège du Parti communiste] réuni. Van der Lubbe est et reste révolutionnaire. Il en serait autrement, s'il avait tenu des discours tels que : « La patrie prolétarienne » ou bien – comme l'a dit Staline – que « le socialisme sera réalisé dans un seul pays ». Voilà du pur nationalisme, et ça c'est nettement fasciste... » Un autre précise quant à lui : « à sa façon, il voyait ces deux grandes masses, à droite et à gauche, et sans doute il a pensé : maintenant ou jamais, et il a fait son acte révolutionnaire. Assez barbouillé d'encre, Messieurs ! Ce n'est pas l'acte de Marinus, mais votre dégonflage qui est l'avant-coureur du fascisme. »

Quelques Comités van der Lubbe seront ainsi créés en solidarité dans plusieurs pays, dont celui (qui durera jusqu'en 1939) initié par le libertaire français André Prudhommeaux. Ce dernier sera très actif pour la défense de Marinus, voyageant aux Pays-Bas afin de recueillir de nouveaux témoignages de ses compagnons de lutte, et se démenant passionnément pour établir un réseau international de correspondants. Guy Alfred, militant conseilleriste proche des libertaires de Glasgow publiera plusieurs articles dans *The New Spur*, comme ce sera par exemple le cas en Italie, en Belgique (dans l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir*) ou aux Etats-Unis (dans le mensuel *Man!* de San Francisco). La brochure *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, qui sera traduite en français, anglais et italien par les soins des comités, reflétera aussi l'influence libertaire. En douze pages, le comité hollandais y défend avec vigueur l'incendie du Parlement allemand : « [les partis socialistes et communistes] redoutent par dessus tout, dans le coup porté au parlementarisme, un coup porté contre eux-mêmes, les phraseurs, les fanfarons, les faiseurs de compromis, les tripoteurs, les chefs ! Par un instinct infailible, ils reconnaissent dans Marinus van der Lubbe l'homme d'un monde ennemi. Parmi les millions de dos courbés du servile bétail électoral, un seul prolétaire s'est levé et a souffleté leur face de Judas ! C'est Marinus van der Lubbe. Telle est la signification de son acte, voilà pourquoi ils cherchent à souiller son honneur de révolutionnaire », avant de lancer un avertissement prémonitoire aux lecteurs : « un prolétariat qui accepte les accusations calomnieuses et mensongères des cliques dirigeantes contre un camarade de classe, parmi les plus actifs et meilleurs, est mûr pour suivre le prolétariat allemand dans la nuit du fascisme. » En novembre 1933, le tirage de la traduction française de cette brochure sera complété par un petit texte du Comité Van der Lubbe (France) intitulé *A tous*, précisant les bases anarchistes de la solidarité avec Marinus : « ne nous laissons pas briser par la force d'inertie des Partis, par le système jésuitique de la discipline de cadavre et de la Raison d'Etat. Sinon, nous sommes mûrs pour le knout, la matraque et le règne de la croix gammée. C'est notre propre destinée qui est en jeu. En face de l'esclavage des consciences, il n'y a que deux attitudes possibles : ou DEBOUT (avec Van der Lubbe), ou A QUATRE PATTES avec le bétail votant, paradant, payant et massacrant. Il faudrait que la désobéissance envers les « autorités » qui ont mis l'anathème sur Van der Lubbe, devint le commencement de la grande désobéissance ; celle qui créera la société des hommes libres. »<sup>12</sup>

En France, il n'est pas étonnant que ce soient surtout des anarchistes qui aient accueilli ces textes, en tout cas ceux qui n'ont pas besoin de pincettes pour défendre les actes solitaires et généreux de révolutionnaires, même conseilleristes, et qui ne pensent pas que les masses sont tout. Des flots d'articles seront ainsi publiés dans *Le Flambeau* (Brest) ou *Le Semeur* (Falaise, Calvados) dès 1933, puis en mars 1934 dans un numéro spé-

cial de *La revue anarchiste* conçu par Prudhommeaux, avec des extraits du *Roodboek* hollandais traduit en français (et rebaptisé *Livre rouge et noir sur l'incendie du Reichstag* pour l'occasion !). Ils auront non seulement à faire face aux calomnies de la presse de tous bords, mais aussi à celles du Secours rouge international (situé à Paris-19e) « contre le fascisme, pour le soutien des victimes de la terreur hitlérienne », qui entendait sauver « cinq militants révolutionnaires faussement accusés de l'incendie du Reichstag, provocation d'Hitler, emprisonnés et menacés de pendaison »... à savoir uniquement Dimitrov et ses quatre acolytes du Parti et du Komintern. En plus des pétitions d'intellectuels, de la vente de cartes postales de soutien à 50 centimes avec le portrait des chefs staliniens ou le martelage de *l'Humanité*, de nombreux meetings furent organisés, comme celui du 19 décembre 1933 au Luna Park de Paris, où les apparatchiks offrirent comme clou du spectacle à une foule de 30 000 personnes contrites, la vieille mère de Dimitrov venue de Bulgarie.

Du côté anarchiste par contre, comme le précisera Prudhommeaux des années plus tard dans une lettre, « la presse libertaire des pays latins nous était généralement ouverte, à l'exception du Libertaire de Frémont, aligné sur le plate-formisme et le ministérialisme de front populaire, et dont toute l'équipe devait en septembre 1939 se rallier à l'Union sacrée ». Après l'incendie du Reichstag, c'est pourtant vers ce journal que André Prudhommeaux s'était d'abord tourné, entamant le 17 mars la publication d'une série d'articles en défense de Marinus. La rédaction du *Libertaire* y mettra brutalement fin deux semaines plus tard, en se justifiant par un commentaire lapidaire de bas de page : « Nous ne partageons pas le point de vue de notre camarade A. P. Il nous apparaît au contraire que Van der Lubbe est bien un agent d'Hitler. » Pour les mêmes raisons, les anarcho-syndicalistes allemands du DAS (*Deutsche Anarcho-Syndicalism*) s'opposèrent plus tard de façon véhémente, avec l'appui de R. Rocker et A. Souchy, aux compagnons internationalistes qui voulurent adhérer à la FAI sous le nom de *Groupe Marinus van der Lubbe* au début de la révolution espagnole de 1936. « En général, notera également Prudhommeaux, la ligne de démarcation entre anarchistes partisans ou adversaires de Lubbe passait par les mêmes hommes que, plus tard, le militarisme et l'antimilitarisme, le gouvernementalisme et l'antiétatisme devaient affronter en Espagne »<sup>13</sup>. Au fond, de la condamnation du jeune incendiaire hollandais en 1933 à la défense de l'entrée dans les ministères espagnols en 1936, il existe bien un fil, qui bouscule jusqu'aux partisans de l'idée anarchiste. C'est celui du rapport *politique*, qui ne voit plus dans l'attaque individuelle et autonome la nécessité de l'action directe, mais au mieux un acte isolé des masses qui fait le jeu de la répression. Celui qui dans la destruction d'un rouage de l'Etat ne voit plus le courage de ses propres idées, mais au mieux une erreur d'analyse sur ce qu'il convient pour l'heure de préserver ou d'intégrer. Face à l'événement, et au nom de circonstances bien sûr exceptionnelles, il existera toujours une excuse valable pour renoncer à la tension éthique au nom de la politique, pour disjoindre l'idée de l'action à la lumière de quelque calcul stratégique.

Face à la politique contorsionniste et à l'opportunisme agile, ne pas renoncer à ses propres idées, y compris en cas de bourrasque, permet non seulement de maintenir la tension anarchiste entre penser et agir de façon cohérente, mais offre surtout la possibilité de l'expérimenter dans sa vie même, avec toute la force et la volonté propre à chacun. Ainsi, à côté d'un Prudhommeaux à qui revient certes l'initiative de la création d'un Comité Van der Lubbe à Paris, un autre compagnon, au parcours plus discret, mérite toute notre attention. Alphonse

Barbé (1885-1983), qui sera le trésorier du Comité international créé en septembre 1933 pour étudier, analyser et confronter toutes les calomnies lancées contre Marinus, s'est retrouvé presque par hasard dans la solidarité avec le révolutionnaire hollandais.

Ouvrier meunier de Vannes, puis représentant de vente à crédit, Alphonse Barbé part travailler en 1912 comme triporteur à Paris, où il commence à embrasser l'idée anarchiste. Devenu marchand ambulancier en Bretagne, il est de retour dans la capitale en 1914 à l'approche de la guerre, convaincu du déclenchement de la grève générale insurrectionnelle contre l'imminent fratricide. Ses espoirs, comme ceux de tant de ses compagnons, sont déçus par la trahison des leaders socialistes et syndicalistes, et le nationalisme qui ravage la classe ouvrière. Sans fleur au fusil, il n'échappe pour autant pas à la mobilisation. Blessé au front en septembre 1915, il finit par désertier un an plus tard et par se cacher à Paris où, sous une fausse identité, il continuera de lutter contre la boucherie en cours et pour l'anarchie. Arrêté en juin 1917 avec d'autres compagnons pour avoir publié un numéro clandestin du *Libertaire* (à 12 000 exemplaires), il est immédiatement condamné à 15 mois de prison, peine qui sera portée en décembre 1917 par la cour d'appel à trois ans, pour « *propos alarmistes et usurpation d'état civil* ». Au bout de deux années à La Santé puis à Clairvaux, il est libérable suite à l'amnistie d'octobre 1919, mais est à nouveau arrêté et replonge un an à Nantes pour sa désertion de 1916.

À sa sortie définitive de prison en 1920, il rejoint sa compagne à Caen pour faire les marchés. L'enthousiasme lié à la Révolution russe le décide un temps à participer aux activités du Parti communiste qui se crée en décembre de cette année-là, mais contrairement à beaucoup d'autres, Barbé revient très vite sur cette erreur. Dès 1923, il fonde son propre journal, *Le Semeur de Normandie*, organe de libre discussion, qui est alors l'un des rares journaux à prendre concrètement parti d'un point de vue antimilitariste pour les objecteurs de conscience qui commencent à s'organiser. Rebaptisé en 1925 *Le Semeur contre tous les tyrans*, organe bi-mensuel de culture individuelle, le journal déménagera de Caen à Falaise en 1927, et finira par compter jusqu'à 280 numéros avant sa disparition en novembre 1936.

Avec l'alignement du *Libertaire* sur la position du complot nazi, c'est dans la *Correspondance internationale ouvrière* du 25 mars 1933 que Prudhommeaux publiera la traduction d'un article de *Spartacus*, l'organe de l'Opposition ouvrière de gauche néerlandaise (LAO) qui, un peu plus d'une semaine après l'incendie, décrivait la véritable personnalité et les idées de Marinus van der Lubbe, contredisant radicalement tout ce qui était écrit dans la presse ouvrière aussi bien que bourgeoise. Les auteurs affirment par exemple n'avoir aucune raison de douter des motivations anticapitalistes de Marinus, puisqu'ils jouissaient « *il y a peu de temps encore du privilège d'entretenir des relations avec lui* ». En pleine tourmente répressive, réaffirmer publiquement et à contre-courant son affinité avec l'incendiaire du Reichstag n'allait pas de soi. Impressionné par la lecture de cet article, Barbé décide de le republier dans son journal : « *Ce fut pour moi une effarante et douloureuse stupeur d'apprendre le bourrage de crâne que nous avons subi, que la vérité sur l'acte de l'incendiaire du Reichstag était, malgré les apparences, d'une tout autre valeur que celle que nous avait fourni une presse affolée et aussi mensongère que la presse capitaliste [...]. Nous nous associons au geste de nos amis de la Correspondance internationale ouvrière pour dénoncer cette scandaleuse malpropreté* » (*Le Semeur* du 22 avril 1933). C'est d'ailleurs avec l'appui de tels témoignages venus des Pays-bas, que d'autres journaux anarchistes à travers

le monde prendront, comme Barbé, fait et cause pour Marinus, trouvant « *logique que la révolte contre ce passé d'ignominie et contre ce présent commence par la démolition du symbole le plus auguste de la tromperie, le bâtiment du Reichstag* » (*L'Adunata dei Refrattari*, 20 mai 1933).

Après avoir rejoint le Comité international, Alphonse Barbé expose sa défense du subversif qui a tenté de secouer l'immobilisme de la population dans *Le Semeur* du 9 septembre 1933 : « *nous ne nous faisons nulle illusion sur le verdict qui attend Van der Lubbe, nous savons qu'il paiera de sa vie son geste désintéressé, c'est donc moins pour le sauver que pour sa mémoire que nous le défendrons, car elle symbolise pour nous [...] la conscience de l'homme en face de ses responsabilités historiques. Van der Lubbe rejoint les objecteurs en brisant avec le conformisme social et révolutionnaire ; avec les dogmes collectifs.* » Le 15 septembre paraît un numéro spécial du *Semeur* « pour la défense de Van der Lubbe », qui sera tiré à 10 000 exemplaires, et qui contient notamment la traduction de la brochure-manifeste du Comité hollandais, *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?*, et d'une partie de la correspondance de Marinus (deux lettres d'avril 1931 écrites lors de son séjour à Berlin, une lettre de juin 1932 écrite de la prison d'Utrecht, et plusieurs de ses lettres écrites de sa prison à Berlin, à l'été 1933). En octobre, *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ?* est repris en brochure, tirée à 5 000 exemplaires. Barbé entame également la publication, dans *Le Semeur*, du *Journal de route de Van der Lubbe*, écrit pendant son voyage fait en 1931 à travers l'Europe centrale, et publiera des articles sur lui jusqu'en février 1935.

Le 10 janvier 1934, alors qu'il est en train d'achever la publication de ce récit de voyage en une brochure intitulée *Le Carnet de route d'un sans-patrie*, Alphonse Barbé apprend que Marinus vient d'être décapité. Il ajoutera alors à sa brochure un dernier hommage plein de rage au généreux vagabond : « *Il ne suffisait pas qu'il ait innocenté ses co-accusés ; qu'il ait pris pour lui, seul, les responsabilités ; qu'il ait, par son courage, sauvé leur vie ; qu'il ait payé de sa mort son geste courageux, puisque des individus cherchent encore à salir ce vagabond héroïque qui, en libérant sa conscience, sauva l'honneur de la classe ouvrière en déroutant devant Hitler et ses troupes. Il est vrai, qu'avant lui, de nombreux révoltés ont connu ces haines, ces anathèmes, ces honteux lâchages, ces perfides calomnies ; c'est qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes !* »

\* \* \*

Le Président : « *Avez-vous entendu l'avis des experts qui disent qu'un homme seul ne pouvait pas mettre le feu ?* »

Van der Lubbe : « *Oui, je sais que c'est l'opinion personnelle des experts. Mais cependant, j'y étais et eux non. Je sais que j'ai mis le feu à la Chambre des Débats avec ma veste* »

Procès de Leipzig,  
audience du 23 novembre 1933

Refuser que des individus, des révoltés, des exploités puissent agir par eux-mêmes (« *c'est de la classe, poussée par des forces sociales massives, que doit venir toute initiative* » affirme Pannekoek dans *L'acte personnel*), condamne non seulement à l'attentisme, mais amène aussi à remettre en question la réalité de cette « *force sociale* », elle-même composée de mille visages et pratiques conflictuelles (ce serait qui,

cette fameuse « classe », une fois qu'on a rejeté ses représentants politiques et syndicaux, sinon aussi chacun tel qu'il agit ?). S'il est clair que l'action directe et autonome, individuelle ou collective contre l'autorité, y compris lorsqu'elle n'est pas généralisée, ne relève en rien d'un « élitisme de la subversion » ou du « mépris de la servitude volontaire » comme l'ont encore écrit perfidement les postfaciers d'un bouquin sur Van der Lubbe en 2003 <sup>14</sup>, c'est parce qu'il s'agit au contraire d'une possibilité permanente donnée à chacun de reprendre son destin en main en luttant contre l'ordre des choses. Marinus a choisi la façon qui lui semblait la meilleure, et l'a assumée jusqu'au bout avec dignité. Son acte nous parle encore, parce qu'il pose que le pouvoir n'est pas une machine abstraite hors de portée, et que même un individu avec des moyens ordinaires (ici des allume-charbon) peut frapper et atteindre l'ennemi. C'est aussi cette capacité d'analyser par soi-même, de s'auto-organiser puis d'agir qui était inacceptables pour le pouvoir et ses concurrents, comme le rappelait déjà la *Conférence internationale* des comités Van der Lubbe organisée à Paris le 31 décembre 1933 après sa condamnation à mort : « chaque allusion calomnieuse à Van der Lubbe est un coup porté à l'esprit d'initiative et à la spontanéité », c'est-à-dire à l'action directement menée par des exploités.

Car ce que le marcheur hollandais infatigable a estimé valable il y a tout juste 80 ans, le reste encore aujourd'hui : la domination est un rapport social qui s'incarne d'abord dans des rouages du quotidien. Il n'y a pas quelques grands méchants qui écraseraient une foule d'opprimés, mais plutôt un rapport de domination basé à la fois sur la coercition et sur la soumission, c'est-à-dire la participation plus ou moins active de chacun. Cette domination n'exerce pas son pouvoir en tirant les ficelles derrière les murs d'un bunker secret, mais s'incarne à la fois dans un nombre incalculable d'hommes et dans des structures qui nous environnent. A titre d'exemple, le contrôle social se trouve dans des technologies et des instruments comme les relais de téléphones portables et de télévision, les caméras au coin de la rue, les câbles optiques, les centraux informatiques, des architectes et des entreprises (qui construisent les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les centres de rétention, les tribunaux, les commissariats ?), des banques pour les financer et des bureaux pour les administrer.

En cela, avec ses attaques répétées contre des Bureaux d'assistance des chômeurs – bien avant celle contre le Reichstag qui fut la dernière –, Van der Lubbe formulait déjà une proposition qui peut encore résonner au cœur des subversifs d'aujourd'hui : la sale gueule de la domination emprunte souvent, et aujourd'hui plus que jamais, des visages bien plus familiers qu'il n'y paraît, des visages à portée de griffe... De même, quand pour combattre la montée du fascisme il s'en est aussi pris à une mairie ou au siège d'une assemblée de représentants politiques, plutôt qu'à une des structures spécifiques du parti nazi comme cela aurait pu sembler évident, Marinus a avancé une hypothèse dont la lucidité s'est révélée par la suite : le fascisme n'est pas l'opposé de la démocratie, mais bien le mode de gestion différent d'un même système autoritaire à détruire. A ce titre, Marinus n'était pas plus « antifasciste » qu'« anti-démocrate », il était tout simplement révolutionnaire.

■

1. Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, C. Reeve et Y. Pagès dir., ed. Verticales/Le Seuil (Paris), mars 2003, p.49

2. Paul Barton, *Pour un anniversaire. Marinus Van der Lubbe ou Le mythe dans l'histoire*, La Révolution prolétarienne, n°437, mars 1959, p. 17-22 ; republié dans *Agone* n°25, Marseille, mai 2001, p. 184

3. Nico Jassies, *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, ed. Antisociales (Paris), novembre 2004, p.36

4. Affirmer que Marinus van der Lubbe était homosexuel suffisait d'emblée à le discréditer aux yeux d'une classe ouvrière qui ne brillait pas par son ouverture d'esprit (homosexuel étant dans ce cas synonyme de « faible » et de « déséquilibré »). Mais la thèse du *Livre brun* des stalinien avait un second objectif : démontrer contre toute évidence que Marinus travaillait pour les nazis, parce qu'il aurait été un des « gitons » du chef des SA, Ernst Röhm ! « *L'homosexualité de Van der Lubbe la mis en rapport avec les nazis lors de ses voyages ultérieurs en Allemagne* », « *les relations homosexuelles de Van der Lubbe et des chefs nationaux-socialistes, sa dépendance matérielle le rendaient souple et obéissant à la volonté des incendiaires* », pour conclure de manière exemplaire : « *Le plan de l'incendie a été trouvé par un fanatique apologiste du mensonge et de la provocation : le Dr Goebbels. La direction de Faction est entre les mains d'un morphinomane : le capitaine Goering. Le commandement des incendiaires est confié à un assassin de la Vehme : Edmund Heines. L'instrument est un jeune pédéraste à moitié aveugle, Marinus van der Lubbe* » in Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, ed. du Carrefour (Paris), sept. 1933, pp. 51, 57 & 59

Le 20 septembre à Londres, veille de l'ouverture du procès de Leipzig, ce Comité international publie les conclusions de son contre-procès stalinien, reprenant à la lettre les allégations du *Livre brun*. Dévoilées par l'apparatchik du Parti communiste Gabriel Péri, devant 6000 personnes, lors d'un meeting dans la salle Bullier de Paris, Van der Lubbe y devient « un dégénéré qui erra à travers les groupes politiques de Hollande, et qui est tombé en Allemagne sous la dépendance d'un chez nazi homosexuel » (*L'Humanité*, 21 septembre 1933, p.2)

5. C'est le 9 mars 1933 que Dimitrov est arrêté en Allemagne alors qu'il voyageait clandestinement pour le Komintern, au prétexte de sa complicité dans l'incendie du Reichstag. Dès 1922, il avait été élu au Comité central de l'Internationale syndicale de Moscou (Profintern), avant d'être désigné membre du Bureau ouest-européen du Komintern (WEB) à Berlin en 1928. Ce bureau chapeaute les partis communistes allemand, français, belge, polonais, italien et autrichien. Après son acquittement en décembre 1933, le régime nazi laissera ce haut responsable stalinien regagner tranquillement l'URSS, qui lui confèrera la citoyenneté soviétique. Dimitrov sera alors secrétaire général du Komintern de 1934 à sa dissolution en 1943, mettant par exemple en place la politique de Front populaire avec les partis bourgeois à partir de 1934, puis celle de l'alliance avec les nazis officialisée en 1939 par le pacte germano-soviétique. En 1945, il prendra directement la direction du Parti communiste en Bulgarie, dont il deviendra aussi Premier ministre de 1946 jusqu'à sa mort en 1949. Les 150 camps de concentration qu'il y installera en quelques années lui vaudront d'être embaumé dans un mausolée au cœur de Sofia, où le co-accusateur de Van der Lubbe trônera jusqu'en 1990.

6. Oubliant en passant les milliers d'anarchistes comme Erich Mühsam, qui sera arrêté au petit matin du 28 février 1933, quelques heures à peine après l'incendie du Reichstag, et mourra le 10 juillet 1934 sous les coups et les tortures des SS dans le camp de concentration d'Oranienburg.

7. Pierre Kropotkine, *L'action* in *Le Révolté* (Genève), 2e année, n°22, 25 décembre 1880

8. De Arbeidersraad, *Verklaring*, Amsterdam, 2 octobre 1933

9. Anton Pannekoek, in *Persmateriaal Internationale Communisten* (PIC) n°7, mars 1933. Ces deux articles ont été traduits du néerlandais dans *Echanges* n°90, Paris, printemps-été 1999, p. 61-65

# A VAN DER LUBBE ASSASSINÉ

Cette brochure était en préparation, lorsque nous parvînt la nouvelle de l'assassinat légal d'une des plus belles et plus pures figures du mouvement révolutionnaire.

N'ayant pu, malgré des tortures sans nom prolongées durant plusieurs mois, avoir raison de la volonté de l'héroïque militant, Hitler, rageur et impuissant, lui a fait payer de sa tête son courage et sa probité.

Il est mort aussi simplement qu'il avait vécu, comme absent de l'abominable comédie qui se déroulait autour de lui. Ayant fait le sacrifice de sa vie, vouant un profond mépris tant à ses juges en service commandé, qu'à certains démagogues dont l'un réclama sa tête, il a gardé jusqu'au bout le silence du juste.

Il ne suffisait pas qu'il ait innocenté ses co-accusés ; qu'il ait pris pour lui, seul, les responsabilités ; qu'il ait, par son courage, sauvé leur vie ; qu'il ait payé de sa mort son geste courageux, puisque des individus cherchent encore à salir ce vagabond héroïque qui, en libérant sa conscience, sauva l'honneur de la classe ouvrière en déroutant devant Hitler et ses troupes.

Il est vrai, qu'avant lui, de nombreux révoltés ont connu ces haines, ces anathèmes, ces honteux lâchages, ces perfides calomnies ; c'est qu'il ne faut pas que du troupeau émerge celui qui marque, par son destin, la distance qui sépare le serf de l'homme libre et montre toute la bassesse et l'ignominie des foules à genoux devant les despotes !

C'est parce qu'il voulut sortir de cette mer de boue qu'on tente d'étouffer, avec l'homme d'action, la conscience qu'il fut. Mais son silence parle plus haut que tous les bêlements, tous les braiements, tous les mensonges, parce qu'il est celui d'un révolté qui, mort, fait encore trembler les pleutres et les tyrans.

Aussi, plus que jamais, sommes-nous décidés à faire rendre justice à VAN DER LUBBE, à travailler à la réhabilitation de sa mémoire, à démasquer les faux apôtres, les politiciens, les démagogues pour lesquels il reste l'ennemi ; il faut que tous ceux qui ont un esprit qui n'est point serf des dogmes et des contraintes, nous aident à ressusciter de son tombeau celui que la lâcheté humaine y a précipité ; VAN DER LUBBE vivra pleinement, parmi nous, vivant exemple dont chacun se voudra digne.

Nous te jurons, VAN DER LUBBE, puisque tu es mort pour nous, de poursuivre l'œuvre que tu as commencée. Ce sera notre contribution à ton souvenir.

Alphonse Barbé, 10 janvier 1934

10. Les chômeurs d'Amsterdam étaient une des franges les plus déterminées des Pays-Bas. Les longues queues quotidiennes devant les bureaux de pointage quotidien obligatoire étaient notamment propices à des discussions et à la diffusion de la presse révolutionnaire. Le mouvement des chômeurs déboucha en juillet 1934 sur une insurrection, lorsque le gouvernement conservateur de Hendricus Colijn décida de réduire leurs allocations. Le 4 juillet, les ouvriers du quartier Jordaan d'Amsterdam manifestèrent spontanément, sans consignes de partis ou de syndicats, contre les mesures gouvernementales. Ils offrirent dans ce quartier, comme dans le "quartier indonésien", une vive résistance aux attaques de la police, motorisée ou à cheval. Les rues furent bientôt couvertes de barricades et restèrent aux mains des insurgés. Le lendemain, l'armée reprenait le quartier avec des chars et des mitrailleuses, faisant 7 morts et plus de 200 blessés. Fort de sa victoire, le gouvernement néerlandais interdit toute manifestation et tout meeting par la suite. Bien qu'ayant pris ses distances avec la lutte des chômeurs de Jordaan, en n'y voyant que «pillages et provocations», *De Tribune*, l'organe du Parti communiste (CPN) fut interdit.

11. Michel Bakounine, *Etatisme et anarchie* (1873) in Œuvres complètes, ed. Champ Libre (Paris), 1976, vol. IV, p. 223

12. *Marinus van der Lubbe, prolétaire ou provocateur ? brochure-manifeste du Comité hollandais pour la défense et la réhabilitation de M. Van der Lubbe*, ed. du Semeur (Falaise), octobre 1933, p.12

13. Lettre de Prudhommeaux à Rüdiger du 10 novembre 1959, in Nico Jassies, *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, ed. Antisociales (Paris), novembre 2004, p. 157

Voir aussi André Prudhommeaux, *L'ordre règne en Allemagne. Le bilan de douze ans de « bolchevisation » du prolétariat allemand*, deux articles du *Libertaire* (mars 1933) republiés dans *Agone* n°35-36, Marseille, 2006, pp. p. 283-297

14. Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, C. Reeve et Y. Pagès dir., ed. Verticales/Le Seuil (Paris), mars 2003, p.285

